*LIBERTE DE REUNION DES ELEVES, ORDRE PUBLIC ET PRINCIPE DE
NEUTRALITE*

Légalité du refus de mise à disposition d'une salle au sein d'un établissement public pour une manifestation appelant au boycott de produits israéliens

*LIBERTE DE REUNION DES ELEVES, ORDRE PUBLIC ET PRINCIPE DE
NEUTRALITE*

Serge Slama

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/revdh/5842>

DOI : 10.4000/revdh.5842

ISSN : 2264-119X

Éditeur

Centre de recherches et d'études sur les droits fondamentaux

Référence électronique

Serge Slama, « Légalité du refus de mise à disposition d'une salle au sein d'un établissement public pour une manifestation appelant au boycott de produits israéliens », *La Revue des droits de l'homme* [En ligne], Actualités Droits-Libertés, mis en ligne le 31 mars 2011, consulté le 01 mai 2019. URL : <http://journals.openedition.org/revdh/5842> ; DOI : 10.4000/revdh.5842

Ce document a été généré automatiquement le 1 mai 2019.

Tous droits réservés

LIBERTE DE REUNION DES ELEVES, ORDRE PUBLIC ET PRINCIPE DE NEUTRALITE

Légalité du refus de mise à disposition d'une salle au sein d'un établissement public pour une manifestation appelant au boycott de produits israéliens

LIBERTE DE REUNION DES ELEVES, ORDRE PUBLIC ET PRINCIPE DE NEUTRALITE

Serge Slama

- 1 Dans cette affaire particulièrement médiatisée, après avoir interdit une première réunion avec Stéphane Hessel, la directrice de l'Ecole normale supérieure (ENS) a **refusé de mettre à disposition des salles** pour une seconde réunion prévue début mars, organisée par plusieurs élèves de la rue d'Ulm rassemblés au sein du collectif « *Palestine ENS* » dans le cadre de la campagne internationale « *Israeli Apartheid Week* », dont l'objet est de **promouvoir le boycott des échanges scientifiques et économiques avec l'Etat d'Israël**. Des membres de ce collectif obtinrent du premier juge, dans le cadre d'un référé-liberté, une ordonnance de suspension des effets de la décision et une injonction de leur permettre de tenir la réunion projetée au sein de l'établissement dans les 3 jours (TA de Paris 26 février 2011, *Collectif Palestine ENS*, n° 11002849). Le Conseil d'Etat censure néanmoins cette ordonnance.
- 2 A cette occasion, il consacre le principe selon lequel « **tout établissement d'enseignement supérieur** », notamment ENS, « **doit veiller à la fois à l'exercice des libertés d'expression et de réunion des usagers du service public de l'enseignement supérieur et au maintien de l'ordre dans les locaux** comme à l'indépendance intellectuelle et scientifique de l'établissement, dans une perspective d'expression du pluralisme des opinions ». La consécration de ces libertés

fondamentales justiciables dans le cadre du référé-liberté n'est pas une nouveauté aussi bien pour la liberté de réunion (v. en particulier CE, réf., 19 août 2002, *Front national et IFOREL*, n° 249666) que pour la liberté d'expression ou ses corollaires (v. par exemple à propos de la libre expression du suffrage : CE 7 février 2001, *Commune Pointe-à-Pitre*, n° 229921 ou encore le principe du caractère pluraliste des courants d'opinion et de pensée : CE réf. 24 février 2001, *M. Tibéri*, N° 230611, au recueil Lebon). Comme l'observe très justement Olivier Beaud, dans le prolongement de ses très récentes réflexions dans *Les Libertés universitaires à l'abandon ?*, (Dalloz, coll. « Le sens du droit », 2010), **la décision commentée « nous apprend que les étudiants en général, et les élèves de l'ENS en particulier, ne bénéficient pas d'une liberté aussi étendue que les autres citoyens »** et en particulier que leurs enseignants au sein de l'Ecole (« Normal Sup au prétoire : la liberté de réunion dans les locaux universitaires », *AJDA* 2011, p.585). Le Conseil d'Etat avait d'ailleurs déjà rendu des décisions convergentes. Ainsi, le libellé de l'une des questions d'une épreuve au baccalauréat qui « se borne à demander aux candidats de dégager des arguments et de développer une idée, sans avoir nécessairement à y adhérer » ne porte pas « par elle-même » d'atteinte grave et manifestement illégale aux libertés de conscience, d'expression et d'opinion des élèves (CE, 7 juillet 2005, *M et Mme A.*, n°282153). De même, dans un autre type d'établissement – pénitentiaire – il avait aussi jugé que les personnes détenues dans des établissements pénitentiaires s'ils « ne sont pas de ce seul fait privées du droit d'exercer des libertés fondamentales » protégées par l'article L. 521-2 du code de justice administrative, peuvent être restreintes par les « contraintes inhérentes à leur détention » les empêchant de se prévaloir des dispositions des lois du 30 juin 1881 et du 28 mars 1907 relatives à la liberté de réunion même à l'occasion du référendum sur le traité constitutionnel européen (CE, réf., 27 mai 2005 N° 280866 : au recueil Lebon – v. récemment sur la liberté d'expression en prison : Cour EDH, 4e Sect. Dec. 25 janvier 2011, *Donaldson c. Royaume-Uni*, Req. n° 56975/09 – ADL du 13 février 2011).

- 3 Appliquant ces principes, le juge des référés du Conseil d'Etat, M. Vigouroux, relève que la liberté d'expression et de réunion dans l'enceinte de l'école des élèves de l'ENS « **ne saurait permettre des manifestations qui, par leur nature, iraient au-delà de la mission de l'école, perturberaient le déroulement des activités d'enseignement et de recherche, troubleraient le fonctionnement normal du service public ou risqueraient de porter atteinte à l'ordre public** ». Il estime donc, dans la logique de l'arrêt Benjamin (CE 1933) que la directrice de l'ENS devait, pour se prononcer sur la demande de mise à disposition, prendre toutes mesures nécessaires pour « à la fois veiller au respect des libertés dans l'établissement », maintenir l'ordre dans ses locaux (notamment le risque de troubles à l'ordre public et de contre-manifestations) mais aussi « **assurer l'indépendance de l'école de toute emprise politique ou idéologique** » - c'est-à-dire la neutralité de l'établissement (v. en ce sens l'analyse d'Olivier Beaud, *préc.*) Or, en l'espèce, le juge estime que la directrice de l'ENS n'a pas porté une atteinte grave et manifestement illégale à la liberté de réunion des élèves en refusant la mise à disposition d'une salle en vue de l'accueil de ces conférences « pour ne pas associer dans l'opinion publique son établissement à une campagne politique internationale en faveur du boycott des échanges scientifiques et économiques avec un Etat » (v. sur la liberté d'expression et l'appel au boycott la décision critiquable Cour EDH, 5e Sec 16 juillet 2009, *Willem c. France*, Req. n° 10883/05 – ADL du 19 juillet 2009). Il ajoute que ces débats « pouvaient se tenir dans tout autre lieu ayant vocation à accueillir ce type de réunion » et que l'ENS avait proposé une solution alternative. Les élèves et étudiants sont

donc libres d'organiser des réunions mais pas sans limites et pas aussi librement que leurs professeurs.

⁴ **CE 7 mars 2011, *École normale supérieure*, n° 347171**

AUTEUR

SERGE SLAMA

Serge Slama est actuellement professeur de droit public à l'Université de Grenoble.